

REPUBLIQUE FRANCAISE



DOSSIER : N° PC 057 232 26 00001

Déposé le : 16/01/2026

Demandeur : GAEC du Rothof

Nature des travaux : **Construction d'un bâtiment agricole couvert de panneaux photovoltaïque**

Sur un terrain sis : **Stock Etzel à FRANCAITROFF (57670)**

Référence(s) cadastrale(s) : **232 A 138, 232 A 139, 232 A 141, 232 A 489, 232 A 490**

COMMUNE de FRANCAITROFF

ARRÊTÉ n° 09/2026
accordant un permis de construire
au nom de la commune de FRANCAITROFF

Le Maire de la Commune de FRANCAITROFF

VU la demande de permis de construire présentée le 16/01/2026 par le GAEC du Rothof, **représenté par** Madame Laura HEN, demeurant 1, Ferme du Rothof - 57660 HELLIMER

VU l'objet de la demande

- pour la construction d'un bâtiment agricole couvert de panneaux photovoltaïques;
- sur un terrain situé « Stock Etzel » à FRANCAITROFF (57670);
- pour une surface de plancher créée de 0 m²;
- destination de la construction : -Exploitation agricole et forestière - Exploitation agricole;

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Règlement National d'Urbanisme,

VU la Cartographie de l'aléa Retrait-Gonflement des Argiles disponible sur le site

www.georisques.gouv.fr et réalisée par le BRGM-MTES,

VU la carte communale approuvée par délibération du conseil municipal du 16/12/2011 et par arrêté préfectoral n° 2012-DDT/SABE/PAU N° 6 du 07/03/2012,

VU l'avis d'ENEDIS urbanisme en date du 29/01/2026,

VU l'avis de la DDT SERAF en date du 27/01/2026,

VU l'avis favorable assorti de prescriptions du SDIS de la Moselle en date du 02/02/2026,

VU l'avis favorable CONFORME de la DDT CDPENAF en date du 16/02/2026,

ARRÊTE

Article 1 : Le présent Permis de Construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles suivants.

Article 2 : Conformément à l'avis du SDIS de la Moselle joint en annexe, afin de garantir la défense incendie du site, le pétitionnaire s'engagera, à rendre accessible la desserte du projet et en conformité avec les prescriptions édictées par le SDIS. Le pétitionnaire installera une réserve d'eau de 180m³ ainsi qu'une aire d'aspiration, le tout situé à moins de 400m du projet à défendre et à plus de 10m des bâtiments à couvrir. L'implantation de ces aménagements devra être définie en concertation avec le SDIS. Les travaux devront être conforme aux prescriptions édictées par le SDIS et devront être réceptionnés par les services du SDIS. Application de l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 : Le présent Permis de Construire ne pourra être mis en œuvre qu'après la délivrance des autorisations environnementales conformément à l'article L.425-14 du Code de l'Urbanisme.

FRANCALTROFF, le 23 février 2026

Le Maire,
Daniel CUFER



L'avis de dépôt de la demande de permis susvisée a été affiché en mairie le : 16.01.2026.....

Date de remise PC au pétitionnaire : 23.02.2026

NOTA :

1- Le pétitionnaire est informé que le terrain est situé dans une zone soumise au retrait-gonflement des argiles (zone aléa moyen) selon la cartographie disponible sur le site www.georisques.gouv.fr.

2- La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations d'urbanisme. Vous recevrez un avis d'imposition de la part des services de l'Etat ultérieurement.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Le tribunal administratif peut être saisi directement en vous déplaçant sur site, par voie postale ou par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Il peut également dans un délai d'un mois suivant la date de sa notification, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Conformément à l'article L.600-12-2 du code de l'urbanisme, le délai des recours contentieux - mentionné ci-dessus - contre une décision n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours hiérarchique ou gracieux.

DUREE DE VALIDITE : Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

DEMARRAGE DES TRAVAUX :

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé en mairie, en trois exemplaires, une **déclaration d'ouverture de chantier** (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau doit être conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19 du Code de l'Urbanisme. et est consultable sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

DROIT DES TIERS :

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.